

MARCHE PUBLIC DE SERVICE

APPEL D'OFFRES OUVERT

(Articles 66, 67, 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016)

-oOo-

Accord cadre à bons de commande d'entretien des espaces verts, secteurs Vauzelle, Montève et Prévert.

-oOo-

**Commune de
Witry-lès-Reims**

**Référence
2018-02**

ACTE D'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT LOT N°.....

SOMMAIRE

ARTICLE 1/ ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 2/ CONTRACTANT	3
ARTICLE 3/ OBJET DE L'ACCORD CADRE	5
ARTICLE 4/ DUREE DE L'ACCORD CADRE	5
ARTICLE 5/ PROCEDURE.....	5
ARTICLE 6/ PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD CADRE.....	5
ARTICLE 7/ PRIX ET REGLEMENTS	6
1. MONTANTS DU BORDEREAU QUANTITATIF ET ESTIMATIF GENERAL	6
2. VARIATION DE PRIX	6
3. APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE	6
4. REGLEMENT DES COMPTES	6
5. PAIEMENT.....	6
ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 9/ AVANCE FORFAITAIRE	7
ENGAGEMENT ET SIGNATURE PAR LE TITULAIRE	8
SIGNATURE PAR L'ACHETEUR PUBLIC	8
NOTIFICATION DU MARCHE PUBLIC AU TITULAIRE - DATE D'EFFET DU MARCHE PUBLIC.....	9
ANNEXE ... - SOUS-TRAITANCE	11
ANNEXE ... : REPARTITION DES PRESTATIONS EN CAS DE GROUPEMENT CONJOINT	12

ARTICLE 1/ ACHETEUR PUBLIC

Pouvoir adjudicateur : Commune de Witry-lès-Reims

Mairie de Witry-lès-Reims

Place de la Mairie

51420 Witry-lès-Reims

Personne habilitée à le représenter : Monsieur le Maire, Michel KELLER

Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

Tel : 03.26.97.02.25

Fax : 03.26.46.10.43

Courriel : servicetechniques@witry-les-reims.fr

ARTICLE 2/ CONTRACTANT

(Cocher les cases correspondantes.)

☐ **Le signataire (candidat individuel)**

☐ S'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

Nom commercial et dénomination sociale :

Adresse :

Adresse électronique :

Numéro de téléphone Télécopie

Numéro de SIRET :

☐ Engage la société sur la base de son offre ;

Nom commercial et dénomination sociale :

Adresse :

Adresse électronique :

Numéro de téléphone Télécopie

Numéro de SIRET :

L'opérateur économique est une PME : ☐ OUI ☐ NON

☐ L'ensemble des membres du groupement s'engage, sur la base de l'offre du groupement ;

Identification des membres du groupement

- Nom commercial et dénomination sociale :

Adresse :

Adresse électronique :

Numéro de téléphoneTélécopie

Numéro de SIRET :

L'opérateur économique est une PME : ☐ OUI ☐ NON

- Nom commercial et dénomination sociale :

Adresse :

Adresse électronique :

Numéro de téléphoneTélécopie

Numéro de SIRET :

L'opérateur économique est une PME : ☐ OUI ☐ NON

- Nom commercial et dénomination sociale :

Adresse :

Adresse électronique :

Numéro de téléphoneTélécopie

Numéro de SIRET :

L'opérateur économique est une PME : ☐ OUI ☐ NON

Nature du groupement

Pour l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, le groupement d'opérateurs économiques est :

☐ Conjoint OU ☐ solidaire

Désignation du mandataire

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant (*article 45 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016*) :

Nom commercial et dénomination sociale du mandataire :

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :

☐ Conjoint OU ☐ solidaire

ARTICLE 3/ OBJET DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord cadre à bons de commande a pour objet la réalisation des entretiens des espaces verts au sein de la commune de Witry-lès-Reims

Le contenu des éléments de mission est détaillé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 4/ DUREE DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord cadre est un accord cadre à bons de commande et est conclu pour une durée de 1 an avec reconduction de 1 an, le tout ne pouvant pas dépasser quatre ans sauf résiliation par l'une des parties (voir article 3/ - 4 du CCAP)

Il prend effet à la date de notification à l'entreprise.

L'accord-cadre est exécuté par émission de bons de commande, dans les conditions fixées à l'article 80 du décret n° 2016-360, et conclu sans montant minimum ni maximum annuels.

L'exécution des prestations débutera à compter de la date indiquée dans l'ordre de service prescrivant le début d'exécution, notifié au titulaire. Les ordres de services peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre. »

ARTICLE 5/ PROCEDURE

Le présent accord cadre est un Marché public de Service, ouvert (articles 66 et 67 du décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016).

C'est également un accord cadre à bons de commande (articles 78 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016).

ARTICLE 6/ PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD CADRE

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles, celles-ci prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le Bordereau des prix Unitaires (BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par arrêté du 19 janvier 2009 et publié au JORF le 19 mars 2009.
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) ou les spécifications techniques approuvées par arrêté ministériel, applicables aux prestations faisant l'objet du marché ;
- Les Normes Européennes et Françaises applicables au présent marché,
- Tout document remis par le candidat à l'appui de son offre, notamment le mémoire technique ;

Toute clause portée sur une documentation, tarif quelconque transmis par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives de la procédure est réputée non écrite. Il en est ainsi des conditions générales de vente du titulaire.

ARTICLE 7/ PRIX ET REGLEMENTS

1. *Montants du Bordereau quantitatif et Estimatif général*

Les prestations faisant l'objet de l'accord cadre seront réglées par application du **détail quantitatif et estimatif**, dont le montant total est reporté ci-dessous :

Le Titulaire peut prétendre au Lot 1 **OU** au Lot 1 et Lot 2 **OU** au lot 3 (voir article1/ du CCTP)

Le montant ci-dessous est non contractuel. Il ne vise qu'à faciliter le jugement des offres.

Solution de base : LOT	Montant H.T.	Montant de la T.V.A.	Montant T.T.C. (en chiffres)
	Montant T.T.C (en lettres) :		

Répartition des prestations en cas de groupement conjoint : cf. annexe au présent acte d'engagement.

2. *Variation de prix*

Voir Article 2/ - 2 du CCAP

3. *Application de la taxe à la valeur ajoutée*

Les montants des règlements seront calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ils pourront éventuellement faire l'objet d'une rectification lors du règlement du solde définitif en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

4. *Règlement des comptes*

Voir article 2/ - 3 du CCAP

5. *Paielement*

L'acheteur public contractant se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre en faisant porter le montant au crédit du compte indiqué dans le BIC/IBAN.

IMPORTANT : Joindre un BIC/IBAN au présent Acte d'Engagement.

ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE

Sans objet

OU

Les annexes N° à au présent acte d'engagement indiquent la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, le nom de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification de l'accord cadre, cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total (toutes demandes confondues) des prestations que j'envisage (nous envisageons) de sous-traiter conformément à ces annexes est de (A compléter) :

Montant hors T.V.A.....Euros

ARTICLE 9/ AVANCE FORFAITAIRE

J'accepte / Je n'accepte pas l'avance forfaitaire telle qu'elle est définie à l'article 1/ -7 du CCAP

ENGAGEMENT ET SIGNATURE PAR LE TITULAIRE

Après avoir pris connaissance du présent acte d'engagement et des documents qui y sont mentionnés et sont les pièces constitutives du marché public, et conformément à leurs clauses, le(s) contractant(s) :

S'engage (s'engagent), sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies. L'offre ainsi présentée ne me (nous) lie toutefois que si son acceptation m'est (nous est) notifiée dans un délai de TROIS (3) mois à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

Atteste (attestent) sur l'honneur que les prestations réalisées dans le cadre du présent marché le sont avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R. 3243-1 du code du travail, ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France.

Atteste (attestent) sur l'honneur, n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Confirme (confirment) par la signature du présent acte d'engagement, mon (notre) engagement contractuel sur l'ensemble des pièces du marché public.

A..... le.....

Cachet et signature de l'entreprise
(Précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »)

SIGNATURE PAR L'ACHETEUR PUBLIC

EST ACCEPTEE LA PRESENTE OFFRE POUR VALOIR MARCHE PUBLIC

A Witry-lès-Reims, le

Monsieur KELLER
Qualité : Maire de la Commune de Witry-lès-Reims

Notification du marché public au titulaire- date d'effet du marché public

En cas notification par remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent marché public »

A le

Signature

En cas notification par envoi en LR/AR (Lettre recommandée avec accusé de réception):

Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire (valant date de notification du marché ou de l'accord-cadre)

Copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'Établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance consenti conformément à la Loi n°81-1 du 2 Janvier 1981 modifiée facilitant le crédit aux entreprises.	A Witry, le
---	-------------------

Sous-traitances et avenants au marché ou à l'accord-cadre

Montant sous-traité à la Société..... :euros TTC	A Witry, le
Montant sous-traité à la Société..... :euros TTC	A Witry, le
Avenant n° : <input type="checkbox"/> Montant en plus-value en euros TTC : <input type="checkbox"/> Montant en moins-value en euros TTC :	A Witry, le
Avenant n° : <input type="checkbox"/> Montant en plus-value en euros TTC : <input type="checkbox"/> Montant en moins-value en euros TTC :	A Witry, le

ANNEXE ...- SOUS-TRAITANCE

Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions
De paiement du contrat de sous-traitance (1)

MARCHE :
Titulaire :
Objet :

PRESTATIONS SOUS-TRAITEES :

Nature :
Montant hors TVA :

SOUS-TRAITANT

Nom, raison et dénomination :
Entreprise individuelle ou forme juridique de la Société
L'opérateur économique est une PME : ☐ OUI ☐ NON
Numéro d'identité d'Entreprise (SIREN)
Numéro d'inscription au Registre du Commerce ou au Répertoire des Métiers
Adresse :
Compte à créditer (établissement de crédit, agence ou centre, N° de compte) :

CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE

Modalités de calcul et de versement des avances et acomptes
Date (ou mois) d'établissement des prix
Modalités de révision des prix
Stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses. :
Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics

COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS

LE POUVOIR ADJUDICATEUR	LE TITULAIRE	LE SOUS-TRAITANT
A Witry, le Pour la Commune de Witry-lès-Reims Mr KELLER, Maire de la Commune	(Date, signature et cachet)	

(1) Pièce jointe : Déclaration du sous-traitant concerné attestant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

ANNEXE ... : REPARTITION DES PRESTATIONS EN CAS DE GROUPEMENT CONJOINT

<i>Membre du groupement</i>	<i>Prestations concernées</i>	<i>Montant H.T.</i>	<i>Taux T.V.A.</i>	<i>Montant T.T.C.</i>
	<i>Totaux</i>			